



ÉDUCATION

Pour la fin de l'incivisme à l'école et dans les quartiers

Lors de l'inauguration du complexe scolaire « Liberté » à Brazzaville, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a déploré le manque de patriotisme de certains Congolais tout en instruisant le gouvernement à prendre le taureau par les cornes concernant les actes inciviques qui trop souvent dégradent les infrastructures.

« L'éducation civique ce n'est pas uniquement pour les enfants mais aussi les adultes », a-t-il souligné.

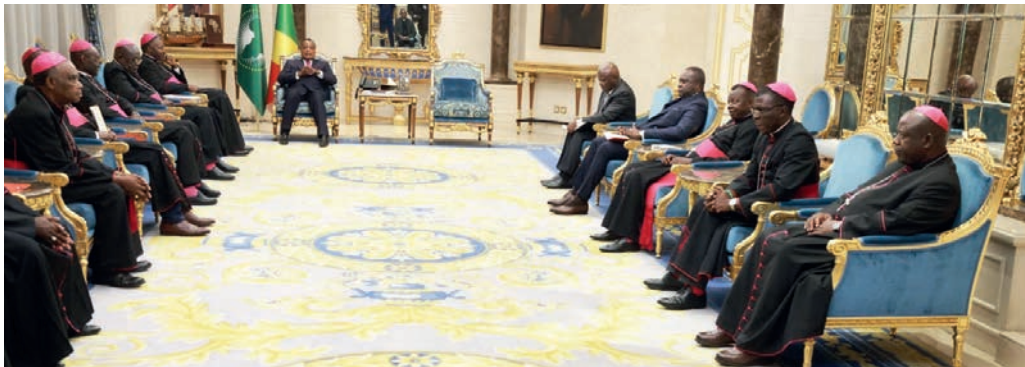
Page 16

Le président de la République avec les élèves /DR



LUTTE CONTRE LES « BÉBÉS NOIRS »

L'opération expliquée aux évêques



Le chef de l'Etat et la délégation des évêques /DR

L'actualité nationale, marquée ces dernières semaines par la traque des gangs de « bébés noirs » par les unités de la Direction générale de la sécurité présidentielle, était au menu de la réception que le chef de l'Etat a accordée à une délégation

du clergé catholique conduite par l'archevêque de Brazzaville, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou. Au sortir de l'audience, le chef de la délégation des évêques a indiqué : « Le président de la République nous a expliqué en long et en large le sens de cette opération, indiquant que l'objectif est de faire en sorte que du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, le Congo puisse vivre en paix. ».

Page 16

ALIMENTATION

Une alerte du ministère de la Santé

Le ministère de la Santé et de la Population a publié une note portant signalement de présence possible des souches de bactéries E.Collis Stec dans la préparation des céréales de marque « Blédina » en distribution au Congo. Le document énumère par ailleurs des mesures

préventives visant à garantir la sécurité alimentaire et à prévenir tout risque sanitaire sur le territoire national. A ce sujet, une notification avait été faite des jours avant par la délégation de l'Union européenne dans le pays.

Page 6

ELECTION À L'UAT

Luc Missidimbazi se porte candidat

L'ingénieur congolais en télécommunications, Luc Jean Servais Missidimbazi-Banzouzi a officiellement déclaré sa candidature à l'élection du secrétaire général de l'Union africaine des télécommunications (UAT), le 24 octobre à Brazzaville, lors d'une cérémonie de soutien de la nation à sa candidature.

Page 3



Luc Jean Servais Missidimbazi-Banzouzi, candidat déclaré au secrétariat général de l'UAT

Éditorial

Fête pour l'école

Page 2

ÉDITORIAL

Fête pour l'école

L'inauguration, vendredi dernier, du complexe scolaire de la Liberté à Talangaï, le sixième arrondissement de Brazzaville, a donné lieu à une réjouissance populaire. À travers chants, affiches, calicots, tee-shirts à l'effigie du chef de l'Etat, cris et danses, des jeunes venus des quatre coins de la capitale ont célébré la transfiguration de cet établissement scolaire qui ouvre ses classes ce 27 octobre.

Ce qui était il y a peu encore une enceinte poussiéreuse truffée de bâtiments d'un autre âge est devenu, en l'espace de quatre mois de travaux, l'exemple type d'un rendez-vous avec l'avenir. L'appel est lancé en direction des apprenants, de leurs encadreurs mais aussi des parents afin que chacun en ce qui le concerne prenne la juste mesure de l'investissement consenti par les pouvoirs publics pour obtenir ce résultat.

Avec cette célébration des grands jours en faveur de l'école, lieu de la connaissance par excellence, parions que chez nos enfants en âge de fréquenter l'école s'éloignera par la pédagogie et l'émulation le recours à la violence en milieu éducatif. De tout temps, il est dit et répété que la jeunesse constitue l'espoir de toute nation. La nôtre doit incarner ce rêve et tenir la promesse de l'accomplissement du destin commun.

Aux plus hautes autorités de la République de poursuivre la modernisation de nos infrastructures scolaires et universitaires de façon à ce que l'opportunité d'apprendre dans les meilleures conditions parvienne au fil du temps à solder le contentieux de la baisse du niveau de l'enseignement et nous autorise à scander à l'unisson, vive l'école !

Les Dépêches de Brazzaville

FOIRE AUX PLANTS

Les Congolais invités à se mobiliser

Le chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, a lancé le 23 octobre au site des droits de l'homme, à proximité du ministère de la Justice, à Brazzaville, la 9^e édition de la foire aux plants sur le thème « La foire aux plants, rendez-vous des mains vertes pour la réussite de la décennie pour l'afforestation et le reboisement ».

le rendez-vous annuel dont la clôture est prévue pour le 30 novembre prochain est organisé par le ministère de l'Economie forestière, à travers le Programme national d'afforestation et de reboisement (Pronar). Il a pour objectif de fédérer l'ensemble des acteurs de la filière de production des plants autour d'une plateforme nationale de promotion, de sensibilisation et de partage de connaissances, afin de dynamiser et de valoriser la production locale. Les localités et lieux retenus pour le déroulement de cette édition sont Brazzaville, précisément au jardin des droits de l'homme, Oyo dans l'enceinte de la mairie, et Pointe-Noire au CRDPI. Invitant les Congolais à se mobiliser, à acheter et à planter les arbres, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a indiqué «*les compatriotes qui s'emploient à prendre soin des arbres méritent notre attention et nos encouragements* ».

L'exposition par les promoteurs des pépinières et la vente de plants forestiers, exotiques et locaux, les espèces ornementales ainsi que les produits agroalimentaires forestiers non ligneux, les conférences-débats et ateliers techniques, des visites guidées au profit des élèves et étudiants sont, entre autres, les activités prévues dans le cadre de cette 9^e édition. Elle se tient dans un contexte marqué par la nécessité de la mise en œuvre de la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement, d'intéresser le renforcement des capacités des acteurs locaux et de diversification de l'offre de plants pour répondre aux besoins de restauration des écosystèmes, d'ornementation urbaine et de production fruitière. Rappelons qu'en huit éditions, la foire aux plants a permis, selon le coordonnateur du Pronar, François Mankessi, l'écoulement de 200 millions FCFA de plants (Forestiers, fruitiers, médicaux et ornementaux), stimulant ainsi l'économie rurale et urbaine tout en renforçant la conscience écologique du grand public.

Lopelle Mboussa Gassia

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N’Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguét Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l’Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

ELECTION AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'UAT

Luc Missidimbazi se porte candidat

L'ingénieur congolais en télécommunications, Luc Jean Servais Missidimbazi-Banzouzi, a déclaré sa candidature à l'élection du secrétaire général de l'Union africaine des télécommunications (UAT), le 24 octobre à Brazzaville. La rencontre a eu lieu en présence du ministre Luc Joseph Okio et de plusieurs cadres congolais.

Expert de renom dans le domaine des télécommunications, Luc Missidimbazi brigue le prestigieux poste de secrétaire général de l'UAT dans le but d'apporter son expertise à cette institution stratégique panafricaine, en vue de promouvoir son épanouissement.

« Cette candidature n'est pas la mienne seule. Elle est celle du Congo, de l'Afrique centrale, et au-delà, celle de tous ceux qui croient que la technologie peut être un levier d'unité, de progrès et de souveraineté pour notre continent. Si j'ai accepté de porter cette candidature, c'est aussi parce que le Congo a su créer un cadre propice à l'action et à l'innovation. Mon engagement est celui d'un ingénieur de formation, d'un visionnaire, mais aussi d'un serviteur », a souligné le candidat déclaré.

Sa vision à la tête de l'UAT, a-t-il précisé, repose sur quatre axes stratégiques majeurs. Il s'agit de rendre l'UAT plus visible et plus stratégique, en renforçant son rôle de coordination entre les pays africains et les partenaires internationaux ; d'accélérer le renforcement des capacités du personnel par la formation, l'innovation et la mutualisation des expertises techniques.

Dans sa vision, Luc Jean Servais Missidimbazi-Banzouzi compte tout mettre en œuvre pour mobi-



liser les financements durables et innovants en vue de soutenir les projets d'infrastructures, d'inclusion et de cybersécurité.

L'un de ses défis consistera aussi et surtout à faire de l'UAT une plateforme d'innovations ouverte, reliant gouvernements, universités, startups et secteur privé

Luc Jean Servais Missidimbazi-Banzouzi, candidat déclaré au secrétariat général de l'UAT, a déclaré que son engagement repose sur quatre axes stratégiques majeurs : bâtir une Afrique numérique souveraine. Une fois élu, il compte aussi renforcer la présence et la voix des pays francophones au sein des instances internationales du numérique et des télécommunications.

« Notre espace francophone, riche

par sa diversité, sa jeunesse et sa créativité, doit davantage peser dans les orientations stratégiques mondiales. C'est aussi cela la souveraineté africaine, la diversité des langues, des cultures et des idées qui s'expriment dans les lieux où se décide l'avenir de nos nations. Je vous appelle tous

à devenir des ambassadeurs de cette candidature, car elle n'est pas une aventure individuelle, c'est un projet collectif, au service d'une Afrique connectée, solidaire et prospère », a renchéri le candidat déclaré.

Ingénieur en télécommunications formé à l'Université de l'Ile, en France, Luc Jean Servais Missidimbazi-Banzouzi est nanti d'une riche expérience en la matière.

Conseiller postes, télécommunications et numérique du Premier ministre depuis 2016, il est à la fois haut-cadre à l'Agence de régulation des postes et communications électroniques, président de l'organisation non gouvernementale Pratic et du salon Osiane.

Au nombre de ses réalisations au Congo, hormis le salon Osiane, on peut citer, entre autres, la mise en œuvre du programme PPP consacrée à la gestion des réseaux optiques. L'expert a déjà assuré aussi la coordination de l'harmonisation des textes pour la création d'une société patrimoniale ainsi que le développement d'instruments réglementaires pour la gestion du très haut débit.

Luc Missidimbazi a contribué aussi à l'établissement du plan national de très haut débit, à la mise en place de parcs technologiques et incubateurs ainsi qu'à la création d'un point d'échange internet.

Firmin Oyé

LE FAIT DU JOUR

Carotte et bâton à l'américaine

En décidant seul du report sine die du sommet prévu à Budapest, en Hongrie, avec son homologue russe, Vladimir Poutine, à une date qui restait à fixer, le président américain, Donald Trump, reste éternellement égal à lui-même : il ne dira pas à l'avance ce qui lui fera changer d'avis le jour suivant même quand, la veille, vous sembliez le croire sur parole.

C'est lui, en effet, qui le premier avait informé de cette rencontre dans la capitale hongroise à l'issue d'un long entretien téléphonique avec le chef du Kremlin, le 16 octobre. Les amateurs du décompte rappelaient à cette occasion que c'était la huitième fois que les deux dirigeants échangeaient par téléphone depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, le 20 janvier dernier. Cela laissait entendre que les deux hommes s'appréciaient d'une certaine manière.

Une nouvelle date de l'éventuelle deu-

xième réunion au sommet entre l'Américain et le Russe après celle d'Anchorage en juillet passé n'ayant pas été annoncée, les spéculations de toutes sortes ont pris la relève pour cogiter sur les véritables raisons de ce faux bond. Le président des États-Unis invoquait « une perte de temps », assuré que Budapest n'augurait pas d'avancées significatives quant à l'éventualité d'une sortie de crise rapide dans la guerre qui oppose Kiev et Moscou depuis bientôt quatre ans.

Quatre ans, c'est aussi la durée du mandat gagné par le président Trump cette année, qui plus est le dernier avant qu'il ne passe la main à un futur successeur du camp républicain ou de celui de ses adversaires démocrates. On est tenté de dire qu'à la fin de l'année 2028, aussi celle de sa présence à la tête de son pays, la diplomatie internationale ou ce qui en restera sera face à un dilemme : se reconstruire en s'appuyant sur les règles de droit admises par tous ou poursuivre son rai-

dissement actuel.

Vis-à-vis de ses alliés comme de ses ennemis, la Grande Amérique rêvée par son 47e président reste variablement intraitable. La guerre russo-ukrainienne donne la mesure de cette approche de la carotte et du bâton où ce qui compte pour lui est de rester au cœur du jeu, d'en dicter le tempo et de jouir seul du privilège d'être le façonneur du calendrier des rendez-vous géostratégiques.

Pour l'instant, Donald Trump ne souhaite pas livrer les redoutables missiles Tomahawk à l'Ukraine, mais lui transfère d'autres modèles non moins performants par l'intermédiaire de l'Europe qui les lui achètent pour Kiev. S'il déclare par ce refus ne pas vouloir l'escalade directe avec la Russie et décide en même temps de la frapper au portefeuille énergétique en visant ses entreprises du secteur, il est bien certain que pour le Kremlin, cette imprévisibilité ne peut pas être comprise

comme une volonté d'avancer vers l'apaisement.

Aux dires des experts russes et américains de haut niveau, le dialogue entre les deux parties n'est pas rompu. Mais les points de blocage restent nombreux sur la voie du retour à la confiance entre Moscou et Washington. De part et d'autre le printemps des colombes ne semble pas pointer à l'horizon. Si l'on y ajoute les pressions autour de la manière dont la guerre devrait se terminer à l'Est de l'Europe, les concepts de défaite et de victoire prennent une dimension tragique et lient les mains des acteurs les plus entreprenants pour la paix, parmi lesquels, évidemment, l'on peut citer volontiers le président Donald Trump, le seul disposé à parler à tous.

Doit-on désespérer ou persister à croire que tout n'est pas perdu ? Les deux hypothèses attendent d'être départagées par le cours des événements.

Gankama N'Siah

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Des conducteurs de moto-taxis initiés au code de la route

Les moto-taxis sont responsables de nombreux accidents de la circulation ces derniers temps à Brazzaville. Plusieurs dizaines de conducteurs de ces engins suivent actuellement une formation portant sur le respect des priorités, la limitation de la vitesse, le port du casque et d'autres règles de sécurité routière.

L'objectif de la formation des conducteurs de moto-taxis de Brazzaville sur le code de la route, après les quatre premières vagues organisées à Gamboma et à Pointe-Noire, est d'améliorer la sécurité routière afin de réduire les accidents, tout en professionnalisant le secteur. Il s'agit de s'assurer que ces conducteurs respectent les réglementations en vigueur. Selon le formateur, Offrans François Ofounga, officier de police à la retraite, cette initiative vise également à faire respecter des règles essentielles telles que le port du casque, la conduite à vitesse raisonnable, ainsi que l'interdiction de consommer de l'alcool ou d'autres stupéfiants au guidon.

Cette session de formation s'appuie sur la réglementation



Cette session de formation s'appuie sur la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté de 1954.

tion en vigueur, notamment l'arrêté de 1954. D'une durée de quinze jours au lieu de quatre mois, la formation est adaptée au profil des bénéficiaires qui savent déjà conduire, ce qui facilite

le travail des encadrants. Elle s'articule autour de six titres et repose sur des échanges interactifs. Les thèmes abordés concernent les dispositions générales de la circulation pour tous

les usagers, la gestion des petits moyens de transport, la maîtrise de la vitesse, les différents types de routes, le respect des intersections et des priorités, ainsi que les règles de croisement.

En formant les conducteurs de moto-taxis, l'équipe d'Offrans François Ofounga, en collaboration avec la Direction générale des transports terrestres, entend contribuer à la lutte contre l'insécurité routière à Brazzaville et dans les autres agglomérations du pays. Cette initiative a également permis aux bénéficiaires, à l'instar d'Alain Bomba, de prendre conscience des dangers de la route, d'adopter des comportements responsables et d'utiliser des équipements de sécurité tels que les casques, les gilets réfléchissants et les chaussures fermées. Enfin, le responsable du syndicat des conducteurs, Rodrigue Sha, appelle ses collègues à suivre cette formation afin de se professionnaliser davantage.

Fiacre Kombo

galerie CONGO

Musée
du Bassin du Congo

VISITEZ LE
MUSÉE-GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

Expositions
et projections :

- ✓ Sculptures
- ✓ Peintures
- ✓ Céramiques
- ✓ Musique

Horaires
d'ouvertures :

Du Lundi au
Vendredi : 9H-17H

Samedi : 9H-13H



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo



GOUVERNANCE FORESTIÈRE ET CLIMATIQUE

La société civile peaufine ses propositions

L'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) et d'autres organisations de la société civile se sont réunis, le 24 octobre à Brazzaville, pour élaborer une note d'analyse et peaufiner leurs contributions en vue de la prochaine révision de la Contribution déterminée au niveau national (CND) sur la gouvernance forestière et climatique.

Signataire de l'Accord de Paris sur le climat, le Congo est tenu de réviser sa CND soumise en 2020. Le processus de révision amorcé par le gouvernement cette année est jugé peu inclusif par les organisations de la société civile qui œuvrent dans le domaine de la gouvernance climatique et forestière.

Ainsi, pour renforcer leur participation et leurs capacités à contribuer à ce processus pour une meilleure gouvernance climatique et des ressources naturelles du pays, ces organisations ont tenu à élaborer une note d'analyse et de contribution.

« Que chacun de nous



Des membres de la société civile pendant leur concertation / Adiac

donne le meilleur de lui-même pour qu'au sortir d'ici, nous puissions avoir des éléments de contribution vu dans les prochains jours », a déclaré Nina Cynthia Kiyindou Yombo, directrice exécutive

« Que chacun de nous donne le meilleur de lui-même pour qu'au sortir d'ici, nous puissions avoir des éléments de contribution que nous allons formuler avant la tenue de l'atelier national prévu dans les prochains jours »

de l'OCDH lors de la rencontre ponctuée, entre autres, par l'état des lieux des progrès relatifs à la mise en œuvre de la CDN 2.0 ; l'évaluation de la note de contribution sur la CND 2.0 ; les travaux de groupe sur le draft de note de contribution à la révision de la CND.

Les organisations de la société civile appellent à un soutien leur permettant d'être suffisamment préparées en vue de participer activement aux ateliers liés à la révision de la CDN 3.0. L'enjeu étant l'amélioration de la gouvernance forestière et climatique.

Rominique Makaya

KINDAMBA

Des kits scolaires pour les élèves

La tradition a été respectée en ce début d'année scolaire par le député de la circonscription électorale de Kindamba, dans le département du Pool, Isidore Mvouba. Il a offert, le 23 octobre, des kits scolaires aux élèves des vingt-trois écoles primaires du district, des quatre collèges, du Collège d'enseignement technique agricole et du lycée de cette communauté urbaine.

Pour l'accomplissement du geste combien louable, le président de l'Assemblée nationale a dépêché son conseiller spécial en charge de l'écologie et de l'éducation, Nazaire Nkouka. Dans sa gibecière, l'envoyé spécial d'Isidore Mvouba avait, entre autres, des cahiers, sacs, ardoises, crayons, stylos, craies, règles. En sus des kits scolaires, certaines écoles ont reçu des tables-bancs et d'autres du matériel informatique ainsi qu'un groupe électrogène. « Ces kits sont tout un symbole, parce que c'est un cadeau et un cadeau a toujours un côté affectif. C'est ce qui prouve l'attachement de l'honorable député à sa population, à ses frères », a déclaré en substance Nazaire Nkouka.

Un geste posé en présence des autorités locales dont la sous-préfète de Kindamba, Vinny Nkenkela Madah, qui n'a pas caché sa satisfaction. « Le temps devenu dur, les pa-



-Nazaire Nkouka remettant des kits à un échantillon d'élèves / DR

rents de Kindamba étaient à bout de souffle pour accomplir leur devoir d'envoyer les enfants à l'école. Mais comme à l'habitude, le président de l'Assemblée nationale, l'honorable Isidore Mvouba, notre député, a pensé une fois de plus à essuyer les larmes et éteindre

les inquiétudes de la population », s'est-elle réjouie. Directeur du CEG de Kindamba, Firmin Loukoubama a salué, au nom de la communauté éducative, ce cadeau qui arrive à point nommé et au bon moment. Principaux bénéficiaires de cette énième action du président de l'As-

semblée nationale, les élèves n'ont pas tari d'éloge à son endroit. « Les cours ont déjà commencé, nous sommes très reconnaissants d'avoir reçu les kits scolaires de la part de notre député, Isidore Mvouba », s'est exprimée une élève.

Témoignant de son engage-

ment constant en faveur de l'éducation des jeunes, le député de Kindamba a récompensé les efforts scolaires des élèves qui se sont distingués l'année dernière en leur remettant des cadeaux d'encouragement afin qu'ils persévèrent dans cette dynamique.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ PUBLIQUE

Renforcement des capacités des gestionnaires en produits de santé

Dans le cadre de la mise en œuvre des subventions octroyées par le Fonds mondial aux organismes sanitaires, le Catholic relief services (Crs) en tant que l'un bénéficiaire principal de ce don avec le Programme des nations unies pour le développement, a organisé du 20 au 24 octobre, à Brazzaville, un atelier de sur la gestion des médicaments et la maitrise des outils de gestion et de rapportage.

Au cours de ces cinq jours de travaux, marqués par des échanges fructueux, plus d'une centaine de gestionnaires des produits de santé venu des services de santé des départements de Brazzaville, de la Likouala, de la Sangha, de la Cuvette, Cuvette Ouest, du Djoué-Lefini et du Congo-Ou-bangui ont pu approfondir sur des thématiques essentielles à la bonne gestion des médicaments et autres produits de santé. Il s'agissait pour les participants de maîtriser entre autres, le système d'information de gestion logistique, de la maîtrise des outils de gestion et de rapportage, des bonnes pratiques de stockages, de réception et de distribution ainsi que de l'intégration des spécificités des programmes VIH, tuberculose et paludisme.

« Vous devenez désormais des relais essentiels dans vos département et districts sanitaires pour garantir la disponibilité continue, la qualité et la traçabilité des produits de santé. Je vous invite donc à mettre en pratique



les acquis de cette formation, à partager vos connaissances avec vos collègues et à participer activement à sa mise œuvre au sein de vos structures respectives », a déclaré la docteur Geracson Paloulous, pharmacienne à la direction de la pharmacie et du médicament. Elle a indiqué aux acteurs de santé que c'est par la

rigueur et le professionnalisme « qu'ils parviendront à assurer la sécurité pharmaceutique nationale et à répondre efficacement aux besoins des populations », a-t-elle dit. Pour madame Lyse Kikadidi, pharmacienne et membre organisatrice de cet atelier, l'objectif était de relever un grand défi pour

Les participants à la CAMEPSAdiac le pays en matière de qualité et de remonté de données. « Il était important pour le CRS de former des acteurs qui sont responsable des données nationales », a expliqué madame Lyse Kikadidi. Participant à cette formation, Anda-Mokale Flomy, chef de centre du CSI de l'île Mbamou, s'est dit satisfait de ces acquis. Il a décidé

de mettre pratique tout ce qu'il a appris durant cet atelier pour la bonne marche de sa structure. « Cette fois-ci, on aura à bien corriger nos erreurs précédentes parce qu'on a eu à acquérir des connaissances très importantes pour mieux faire notre travail ». Une visite guidée des différents magasins servant de stockage des produits pharmaceutiques dans le centre d'achat des médicaments essentiels et des produits (Cameps) a clos l'activité. Les participants ont pu découvrir la méthode de pré positionnement des stocks selon les besoins trimestriels et les espaces dédiés aux antirétroviraux, antituberculeux, antipaludiques et produits de santé reproductive, chacun financé par différents partenaires comme le Fonds mondial et l'Etat. La CRS dans la lignée de ses actions au Congo a prévu dans les prochains jours une deuxième phase de cette formation dans les départements de Pointe-Noire, la Lekoumou, la Bouenza et du Niari.

Jean Pascal Mongo-Slyhm



République du Congo
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS,
DE L'ÉDUCATION CIVIQUE, DE LA FORMATION
QUALIFIANTE ET DE L'EMPLOI









PROJET MOSALA

APPEL A CANDIDATURES DES ACTEURS DE FORMATION POUR LE FONEA DANS LE CADRE DU PROJET « MOSALA »

Le Ministère de la jeunesse et des sports, de l'éducation civique, de la formation qualifiante et de l'emploi (MJSECFQE) a reçu un financement de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne (UE) pour mettre en œuvre le Projet de renforcement de l'adequation formation – emploi « Mosala », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour recruter les acteurs de formation (associations, coopératives, centres de formation, ONG, universités, consultants individuels, etc.) afin de former 510 jeunes congolais répartis à Brazzaville (158 jeunes), Pointe Noire (160 jeunes), Dolisie (132 jeunes) et Ouesso (60 jeunes) dans les métiers suivants : Pisciculteur (96 jeunes), Apiculteur (50 jeunes), Réparateur de téléphone et tablettes numériques (48 jeunes), Producteur végétal (216 jeunes) et E-commerçant (100 jeunes).

A cet effet, le MJSECFQE invite les acteurs de formation intéressés à fournir les services ci-dessous décrits succinctement et de transmettre leurs propositions techniques et financières au plus tard le 17/11/2025, et sont priés de solliciter au plus tard le 07/11/2025, le dossier d'appel à candidatures à l'adresse suivante :

Ministère de la jeunesse et des sports, de l'éducation civique, de la formation qualifiante et de l'emploi
Projet « Mosala »
Gymnase Henri Elendé à côté du stade Alphonse Massamba – Débat (Rez-de-chaussée côté droit) Avenue des Jeux Africains
Brazzaville-CONGO
Tel : +(242) 06 802 00 06 / +(242) 05 019 06 06
Courriel : projetmosala@gmail.com

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LA POLIO

La RDC a enregistré des progrès

Avec l'implication de différents partenaires, la République démocratique du Congo (RDC) a réalisé des performances dans la lutte contre la polio, dont la vaccination demeure la seule et l'unique stratégie pour l'éradiquer. cette maladie invalidante de l'enfant.

Une journée de sensibilisation a été organisée, le 24 octobre à Kinshasa, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la polio. Le coordonnateur de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la polio (Imep), le Dr Lusamba Kabamba, avec des chiffres à l'appui, a reconnu que des avancées ostensibles ont été atteintes.

"La RDC a connu une avancée dans la lutte contre la poliomyélite. Nous avons eu plus de 500 cas en 2022, 263 cas en 2023, 29 cas en 2024 et 8 cas depuis janvier jusqu'en octobre 2025 grâce aux efforts du gouvernement et ses partenaires", a-t-il informé.

Cette prouesse résulte des efforts conjugués du gouvernement congolais et de ses partenaires. C'est dans ce cadre que parlant au nom des partenaires impliqués dans la lutte regroupés au sein de l'Imep, à savoir l'Organisation mondiale de la



santé, le Fonds des Nations unies pour l'enfance, le Rotary international, les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis, la Fondation Bill & Melinda Gates, Gavi, l'Alliance pour les vaccins, le Dr Lusamba Kabamba s'est appesanti sur l'engagement du gouvernement dans le contrôle de cette pathologie afin d'interrompre la circula-

tion du polio virus sauvage.

À côté de ces performances, il y a lieu de reconnaître la persistance des défis qui entravent la lutte contre la polio. Ces défis sont de plusieurs ordres. Sur ce, Chantal Kanyimbo, membre du Rotary club international, au nom du président de la Commission PolioPlus RDC 2025-2026, a cité quelques uns dont la dé-

sinformation, l'accès limité à certaines zones, et plus récemment, la fatigue des donateurs. Elle a, en sus, rappelé que le Rotary international a tenu la promesse faite à l'humanité, celle de libérer le monde de la poliomyélite. Ce combat, a-t-elle renchéri, a montré la puissance d'un idéal simple mais universel.

Chantal Kanyimbo croit dur comme faire que chaque cas de polio évité est une victoire. Par contre, chaque nouvelle infection rappelle que la vigilance doit rester totale. Elle a fait un tour d'horizon sur la création de l'Imep en 1988 avec ses partenaires, la contribution du Rotary, les progrès accomplis, avec le nombre de cas de poliomyélite chuté de plus de 99,9 %. Elle n'a pas omis de rappeler le rôle que des Rotariens ont joué dans l'appui apporté au Fonds PolioPlus, dans la participation aux journées nationales de vaccination.

Les objectifs de la célébration de la journée mondiale de lutte contre la polio

Dans son discours, le coordonnateur du Comité des opérations d'urgences polio, le Dr Collard Madika, a expliqué les objectifs principaux de la célébration de cette journée. À l'en croire, la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la polio offre l'occasion aux États de sensibiliser la population et de donner l'information de tout ce qui est fait autour de la lutte contre cette pathologie ainsi que sur la vaccination. Elle vise également à mettre en exergue les avancées réalisées depuis l'initiative de l'éradication de la poliomyélite jusqu'aujourd'hui au niveau local (pays) et international, la mobilisation en termes de ressources et des efforts qui restent à faire, etc. Le Dr Collar a salué l'engagement du président de la République, champion de la vaccination.

Blandine Lusimana

AFRIQUE FRANCOPHONE

Une feuille de route régionale adoptée pour renforcer les systèmes de santé

Les présidents des commissions santé et les parlementaires de huit Etats francophones d'Afrique ont approuvé, récemment à Dakar, une feuille de route régionale de plaidoyer dans laquelle ils s'engagent à renforcer le financement national de la santé, à améliorer l'accès aux diagnostics et à mettre en place des réponses intégrées au VIH, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies pulmonaires.

Ces engagements ont été pris à l'issue d'une réunion de deux jours, tenue sous le thème : «Financer l'avenir : mobiliser le leadership parlementaire pour des systèmes de santé durables en Afrique francophone», a indiqué l'Assemblée nationale du Sénégal, dans un communiqué.

Selon le communiqué, la feuille de route adoptée définit des mesures concrètes destinées aux présidents des commissions santé de la région pour accroître le financement national, harmoniser les budgets nationaux avec les engagements internationaux et élargir l'accès à des services de diagnostic

centrés sur les personnes.

Elle réaffirme également le soutien à la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial pour le cycle de financement 2027-2029.

«Durant cette rencontre, les débats ont été francs, constructifs et porteurs d'une vision commune : celle d'une Afrique unie, solidaire, et déterminée à éradiquer le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme, en s'appuyant sur un leadership parlementaire fort et mobilisé», a déclaré à la fin de cette réunion, le premier vice-président de l'Assemblée nationale sénégalaise, Ismaïla Diallo.

«Les défis évoqués sont considérables, mais les solutions existent. Nous avons rappelé l'urgence de repenser nos mécanismes de financement, de renforcer les budgets nationaux alloués à la santé, et d'explorer des sources innovantes et durables, incluant la coopération régionale et les partenariats stratégiques», a-t-il ajouté.

Les délégués des Parlements du Bénin, du Cameroun, de la République centrafricaine, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, du Gabon, de la Guinée et du Sénégal ont notamment pris part à cette rencontre à Dakar.

BURKINA FASO

Adoption d'une loi pour la souveraineté de l'Etat

Les députés de l'Assemblée législative de transition du Burkina Faso ont adopté à l'unanimité le 21 octobre un projet de loi portant réorganisation agraire et foncière, afin de renforcer le contrôle de l'Etat sur les ressources foncières du pays.

La première législation sur l'organisation agraire et foncière remonte à 1984 et comportait des insuffisances malgré plusieurs révisions dont la dernière datant de 2012, a déclaré le ministre de l'Economie et des Finances, Aboubakar Nacanabo. Le nouveau texte consacre désormais la propriété pleine et entière de l'Etat burkinabè sur le domaine foncier national.

Parmi les innovations majeures figurent l'interdiction de la cession définitive des terres rurales aux personnes de nationalité étrangère, la possibilité d'expropriation pour utilité publique au profit des personnes déplacées internes ou victimes de catastrophes, et l'allègement de la procédure d'expropriation.

Le texte prévoit également la désignation d'un gestionnaire unique du domaine foncier de l'Etat, la création de commissions ad hoc pour la cession provisoire, la définition de zones prioritaires et l'intégration de certains biens dans le domaine public, comme les lieux sacrés classés et les aires protégées.

Xinhua

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Dzenguelé Soup Smaïchel Lisdeish. Je désire désormais être appelé Dzenguelé Smaïchel Lisdeish.

Tout personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (03) mois.

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Bacongo et Makélékélé auront leur réplique du complexe scolaire de la Liberté

Le directeur général de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), Maixent Raoul Ominga, a annoncé le 24 octobre, à l'occasion de l'inauguration du complexe scolaire de la Liberté, à Talangai, le sixième arrondissement de Brazzaville, en présence du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, que des infrastructures scolaires identiques seront construites à Bacongo et Makélékélé.

La reconstruction totale du CEG de la Liberté s'inscrit dans le cadre de la politique de responsabilité sociétale de la SNPC et s'intègre dans une dynamique portée par la vision du président de la République qui accorde une place centrale au développement du capital humain et principalement à celui de la jeunesse congolaise, a rappelé Maixent Raoul Ominga. « La SNPC s'est engagée dans un partenariat fréquent avec notre nation à construire ce complexe scolaire destiné à devenir un haut lieu d'excellence, du savoir et de la connaissance, du vivre-ensemble de notre jeunesse. Dans ce même élan, toujours sous vos très hautes instructions, le même complexe et à l'identique sera construit dans les prochains jours, bien sûr, en étroite collaboration avec le gouvernement, les autorités préfectorales, dans les quartiers suivants : Bacongo et Makélékélé », a-t-il annoncé.

D'une capacité actuelle de 10 000 élèves, le complexe de la Liberté est implanté, en effet, sur une superficie de 30 000 m², soit trois hectares. Il regroupe deux écoles préscolaires ; six écoles primaires, deux collèges d'enseignement général et un lycée moderne dont la première année est réservée aux élèves de la seconde. Au total, il y a vingt-quatre bâtiments dont douze de type R+1, comprenant 85 salles de classe. On y trouve également quatorze logements de fonction ; une zone sportive aménagée ; deux postes, à savoir un de la police et l'autre de la gendarmerie, dotés chacun de deux moyens roulants pour assurer l'intervention dans la sécurité de cette école.

« À l'instar de la quasi-totalité des établissements scolaires de l'enseignement secondaire construits dans les années 1970 et 1980, le CEG de la Liberté est l'un des ferrants du système éducatif de Brazzaville qui renaît aujourd'hui de ses cendres. Il se dote désormais d'infrastructures modernes, adaptées et capables de relever la qualité de l'apprentissage et de favoriser un environnement propice à l'excellence scolaire pour nos enfants », a présenté le directeur général de la SNPC. Pour lui,



Le directeur général de la (SNPC), Maixent Raoul Ominga

l'école reste un vecteur essentiel de l'éducation morale et intellectuelle des enfants, constituant non seulement une interpellation pour l'ensemble des acteurs sociaux, mais également un atout indéniable pour le développement durable et harmonieux du pays.

Devenir les architectes de l'avenir du Congo

Réalisant ce projet, la SNPC a dû bénéficier du soutien des autorités locales, des services du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire, et de l'Alphabétisation; des entreprises partenaires et de ses services internes. Un engagement collectif qui a permis de transformer, d'après Maixent Raoul Ominga, ce rêve en réalité, au bénéfice

sentielle pour garantir la réussite et faire de l'école un véritable prolongement des valeurs transmises au sein de la famille. Au nom de la SNPC, je vous formule le vœu sincère que ce complexe scolaire devienne un phare d'expérience pour notre département de Brazzaville, un sanctuaire de savoir et un tremplin vers un avenir meilleur pour nos enfants. Population de Talangai, veuillez trouver ici toute mon admiration pour votre bienveillante participation à cette grande œuvre de reconstruction de cet établissement, notre bien commun, faites-en un lieu de fierté pour les générations présentes et futures », a exhorté Maixent Raoul Ominga.

L'éducation civique des adultes

L'administrateur maire de Talangai, Privat Frédéric Ndeké, et le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, ont, quant à eux, salué cette énième action du président de la République mise en œuvre à travers la SNPC. Après avoir fait l'historique de cet établissement devenu un complexe scolaire, l'administrateur maire du sixième arrondissement a réaffirmé son engagement à en assurer la bonne gestion et la pérennité. « Chaque infrastructure inaugurée n'est pas seulement un bâtiment de plus, c'est une source d'espoir, de dignité retrouvée et de fierté ci-



La photo de famille avec des officiels/DR

de la population de Talangai et de ses environs. « Ce complexe scolaire est désormais un symbole vivant de ce que nous pouvons accomplir ensemble au service de l'éducation et de l'avenir de notre pays. A vous, chers élèves, ce complexe est le vôtre, il vous appartient. Étudiez avec passion, rêvez avec ambition et n'oubliez jamais ceci: les connaissances, les valeurs, les compétences que vous allez acquérir ici feront de vous les architectes de l'avenir du Congo. Ainsi, se réalisera l'esprit de liberté, liberté dont votre complexe porte si fièrement le nom », a-t-il conseillé.

Il a invité, par ailleurs, les enseignants, véritables artisans de cette ambition nationale, à continuer à transmettre avec passion le savoir aux apprenants. Aux parents, il leur appartient, en tant que premiers responsables de l'éducation des enfants, de veiller, aux côtés des enseignants, à l'encadrement des enfants. « Votre implication est es-

toyenne... À présent que s'ouvre une nouvelle ère pour ce complexe scolaire, j'en appelle à la responsabilité collective, celle des anciens, des parents et des élèves, afin que ce lieu d'excellence demeure un moteur de discipline, de travail et de réussite. J'y veillerai personnellement », a promis Privat Frédéric Ndeké.

Répondant aux questions de la presse sur les actes inciviques souvent constatés au niveau des infrastructures concernant l'entretien, le chef de l'Etat a déploré le manque de patriotisme de certains Congolais, tout en instruisant le gouvernement à prendre le taureau par les cornes. « Il y a l'éducation aussi. L'éducation en question, ce n'est pas seulement pour les enfants, les écoles. L'éducation civique, il y a même un département ministériel qui en a la charge. C'est pour éduquer les adultes aussi », a lancé Denis Sassou N'Guesso.

P.W.D.



Le complexe scolaire de la Liberté/DR

INFRASTRUCTURES

Denis Sassou N'Guesso inaugure le complexe scolaire de la Liberté

Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a inauguré le 24 octobre le complexe scolaire de la Liberté, situé dans le sixième arrondissement de Brazzaville, Talangäi.

Don de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), le complexe de la Liberté est implanté sur une superficie de 30 000 m², soit trois hectares. Il comprend en son sein deux écoles préscolaires, six écoles primaires, deux collèges d'enseignement général et un lycée moderne dont la première année est réservée aux élèves de la seconde. Le tout pour une capacité d'accueil de dix mille élèves. Selon le directeur général de la SNPC, Maixent Raoul Ominga, qui a présenté la fiche technique, cette infrastructure scolaire compte vingt-quatre bâtiments dont douze de type R+1 et 85 salles de classe.

Construit au quartier 607 Liberté, cet établissement scolaire a connu depuis sa création en 1966 sous l'appellation de l'école de Talangäi plusieurs mutations et innovations. Représenté par deux bâtiments dès sa création, cet établissement avait été débaptisé École primaire de la Liberté en 1970 par le président Marien Ngouabi après la construction de deux nouveaux bâtiments. En 1980, il a connu une réorganisation structurelle ayant abouti à la création de deux établissements issus d'une même entité, notamment Liberté primaire 1, et Liberté primaire 2.

C'est en 1985 que le CEG de la Liberté a été créé et subdivisé en quatre établissements, à savoir Liberté A1, Liberté A2, Liberté B1, Liberté B2. Le préscolaire de la Liberté, quant à lui, a été créé en 2007. Aujourd'hui, l'École de la Liberté est devenue Complexe scolaire de la Liberté avec en son sein les cycles préscolaire, primaire, secondaire du 1er et second degré de l'enseignement général.

Le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, a rappelé que l'inauguration du complexe scolaire de la Liberté confirme la volonté du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, d'améliorer les conditions d'études dans les établissements scolaires. Il s'agit également d'une occasion « de rapprocher l'école du domicile des apprenants, de renforcer l'en-

cadrement des enseignants et de rehausser la qualité des apprentissages. Cette démarche conforte la politique gouvernementale d'égalité des chances et d'investissement dans le capital humain dans notre pays », a-t-il soutenu.

Un bain de foule aux allures des joutes électorales

Après la coupure de ruban marquant la mise en service du complexe scolaire de la Liberté et la visite de quelques compartiments de ce joyau architectural, le président de la République a répondu aux questions de la presse. Sur les actes inciviques souvent constatés au niveau des infrastructures concernant l'entretien, Denis Sassou N'Guesso a déploré le manque de patriotisme de certains Congolais, tout en instruisant le gouvernement à prendre le taureau par les cornes. « Il y a l'éducation aussi. L'éducation en question, ce n'est pas seulement pour les enfants, les écoles. L'éducation civique, il y a même un

département ministériel qui en a la charge. C'est pour éduquer les adultes aussi », a lancé Denis Sas-

sou N'Guesso.

Tout au long de son passage, le chef de l'Etat, à bord de sa Nissan

avec ferveur, comme les autres.

Il n'y a pas longtemps, j'étais à Madingou, il y avait à Madingou



Denis Sassou N'Guesso posant avec les élèves du complexe scolaire de la Liberté/DR



Denis Sassou N'Guesso posant avec les élèves du complexe scolaire de la Liberté/DR



Denis Sassou N'Guesso posant avec les enfants/DR

Patrol à toit ouvert, a eu droit à un véritable bain de foule. En effet, des milliers de Congolais se sont entassés du rond-point Ebina jusqu'aux environs du complexe de la Liberté pour saluer non seulement l'ouvrage érigé mais aussi le retour de Denis Sassou N'Guesso dans le 6e arrondissement, considéré à tort ou à raison comme le siège du Parti congolais du travail (PCT). Interrogé sur cette effervescence de la population qui rappelle son accueil le 5 juin 2000, lors de l'inauguration de l'avenue Marien-Ngouabi, le président de la République n'a pas hésité de répondre.

« Vous ne vous trompez certainement pas. C'est cet arrondissement qui m'a accueilli le 5 juin 1997, lorsque j'avais été chassé de mon arrondissement. Mais en réalité, tous les départements du Congo sont les fiefs du Parti congolais du travail. Je crois que vous pouvez relire les résultats, toutes les élections. Oui, cet arrondissement m'accueille toujours

la même fièvre qu'aujourd'hui. Parce que là-bas, j'allais lancer des activités agricoles. Je souhaite plutôt qu'il y ait toujours cet enthousiasme partout, cette mobilisation parce que nous sommes dans une phase de construction du pays. Il faut que les forces vives soient toujours mobilisées », a répondu le chef l'Etat.

Au centre de cette grande mobilisation, des élus, des partis politiques de la majorité présidentielle ainsi que des associations et dynamiques qui soutiennent l'action du président de la République. En tête d'affiche, on a pu voir la Génération auto-entrepreneur d'Elvis Digne Tsalissan Okombi avec sa dynamique le « Patriarche » qui en a monté tout un podium ; le PCT et ses unions catégorielles avec leur « Timonier », l'Association Mpila sans frontière, l'Initiative populaire pour le renouveau citoyen, le Mouvement des jeunes présidentiels de Donald Mobobola et bien d'autres.

Parfait Wilfried Douniama



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



ÉDUCATION

EP 2 et 8 Makelele/Bandal, les élèves étudient à même le sol.

Reconstruit dans le cadre du Programme de Développement Local PDL 145 territoires, l'école primaire (EP) 2 et 8 Makelele située dans la commune de Bandalungwa a ouvert ses portes depuis le 1er septembre, date officielle de la rentrée scolaire.

Selon la directrice de l'EP 2 de cette école, Françoise Mafetani Feti, les cours se déroulent normalement. Les élèves et les enseignants sont assidus : «La rentrée scolaire a eu lieu, elle s'est effectuée normalement le lundi 1er septembre 2025 jusqu'aujourd'hui, nous sommes là. Il y a les enseignants et les élèves».

Existant depuis 1968 sous l'appellation du complexe scolaire sportif Bandal et Kintambo (Cosbakin), l'EP 2 et 8 Makelele nouvellement réhabilitée par la société de Construction Yetu, partenaire du PDL 145 territoires, est un imposant bâtiment peint en gris et beige qui attire tout regard de l'extérieur. Cependant, cette belle architecture n'est qu'un trompe l'oeil. À l'intérieur de ce bâtiment qui comprend 16 salles de classe, 9 bureaux et des latrines hygiéniques, on se croirait dans une école de l'arrière pays où les équipements font défaut. Le décor qui accueille tout visiteur est désolant et révoltant.

L'école n'est pas équipée. Les élèves étudient à même le sol. Les enseignants dispensent les cours debout toute la journée. Il n'y a pas de bibliothèque. Une ronde dans les bureaux de la directrice, de son adjoint, du surnuméraire et dans les différentes salles de classe casse toute la beauté de cette école.

Dans le Bureau de la Directrice Françoise, on y trouve une vieille armoire métallique de couleur grise, une chaise plastique et une table en bois couverte par une nappe rebattue. Les fenêtres ne sont pas couvertes par des rideaux. Les raisons solaires pé-



nètrent dans le bureau gênant ainsi le climat de travail. Par manque des chaises, les visiteurs sont reçus debout. Pis encore, dépourvu de climatisation, le bureau de la Directrice n'a ni ordinateur ni imprimante. La connexion Internet n'est qu'un rêve.

En dépit de ce décor, Françoise Mafetani ne pense pas baisser les bras. D'où son s.o.s aux autorités compétentes de doter cette école des bancs et autres équipements pour permettre aux enseignants et élèves d'évoluer dans un environnement propice au travail intellectuel.

"Le bâtiment de l'école est beau mais les bureaux ne sont pas

Les élèves suivent les cours à même le sol équipés, les salles de classe n'ont pas des bancs, les enfants s'assoient à même le sol. Les parents nous grondent parce que leurs enfants n'étudient pas dans de bonnes conditions." s'est plaint la Directrice Françoise Mafetani. Au début de l'année, nous avons inscrit, a-t-elle poursuivi, 400 élèves mais nous nageons actuellement dans les 250 ou 300 parce que beaucoup de parents ont retiré leurs enfants de l'école à cause de manque des bancs.

La Directrice Françoise a souligné que plusieurs démarches ont été menées pour équiper cette école mais sans succès.

"Nous avons eu des lettres si-

gnées par le gouverneur de la ville, Daniel Bumba nous informant que le général du Service National devrait passer pour nous déposer des bancs mais jusqu'aujourd'hui, nous attendons toujours. Que le gouverneur puisse faire quand même quelque chose pour qu'on ne puisse pas perdre les enfants parce que quand les enfants partent, ça ne sera plus une école...", a-t-elle insisté.

Modicité des frais de fonctionnement

L'EP 2 et 8 Makelele/Bandal est une école publique non conventionnée avec deux vacations. L'avant midi pour l'EP 2 et l'après midi pour l'EP 8. Cet établissement scolaire fait partie des écoles placées sous le régime de la gratuité de l'enseignement.

Le personnel de l'EP 2 Makelele/Bandal composé de 11 enseignants et 4 administratifs est totalement pris en charge par le gouvernement. Pour le bon fonctionnement de cette école, le gouvernement lui alloue un montant destiné aux frais de fonctionnement. Mais, à en croire la Directrice Françoise Mafetani, les frais de fonctionnement perçus ne font pas face aux besoins de l'école qui va jusqu'à s'endetter auprès des tiers.

"Je ne sais pas comment m'exprimer par rapport à ces frais de fonctionnement. Comprenez-moi, quand je dis que c'est très bas. C'est insignifiant, c'est un montant dérisoire. Cet argent ne représente pratiquement rien", s'est plaint la Directrice.

Quant à la gestion de ces frais, Mme Françoise Mafetani a expliqué qu'il y'a une clé de ré-

partition. *"Même si ce sont des miettes, mais étant une mère, je sais comment m'organiser. Mais, souvent on emprunte certaines choses et on paye après par tranche. Nous, nous entendons avec nos créanciers. on se fixe les modalités de paiement"*, a-t-elle laissé entendre.

La détermination et l'assiduité

Malgré les conditions difficiles d'apprentissage à l'EP 2 et 8 Makelele, les enseignants et les élèves sont déterminés et assidus. *«J'étudie dans de mauvaises conditions parce que nous nous mettons par terre, malgré le manque des bancs, nous sommes concentrés à suivre les cours mais nous n'aimerions pas rester dans cette situation. Que les autorités puissent nous doter des bancs. Nos enseignants, malgré les scondtions difficiles, nous encadrent bien. Ils ont l'amour de leur travail"*, a dit Josue mulopwe, l'élève en 6^{ème} année primaire.

Élève en 6^{ème} année primaire, Pascaline Peleyide a également réagi en ces termes: *"en voyant notre bâtiment, j'avais dit que c'est un beau bâtiment et nous serons bien enseigner. c'est le cas aussi. mais les conditions dans lesquelles nous étudions ne nous plaisent pas. Nous manquons des bancs. Les intallations sanitaires sont propres. Les enseignants nous enseignent bien mais seulement les bancs font défaut"*.

On pense que le cri de détresse des enseignants et élèves de l'EP 2 et 8 Makelele/Bandal n'est pas tombé dans les oreilles des sours.

Blandine Lusimana

ITURI

Situation sécuritaire et humanitaire préoccupante à Tchomia

Les déplacés de la chefferie de Tchomia disent avoir fui les atrocités des combats opposant des milices locales et les forces gouvernementales dans la zone.

Ils ont quitté leurs habitations, leurs champs et autres biens de ménage et se retrouvent dans un état de dénuement quasiment absolu. Les retournés, eux, viennent de l'Ouganda voisin, profitant d'une relative accalmie dans leurs milieux d'origine. Certains parmi ces retournés et déplacés vivent dans des familles d'accueil, fragilisées elles aussi par la précarité due à la crise sécuritaire et humanitaire. D'autres encore n'ont plus de choix. Ils passent la nuit à la belle étoile, sans couvertures ni nattes, avec leur progéniture. Rita,

une déplacée, a fui son village. Elle explique : *« Nous sommes venus ici, on nous a dit qu'on distribuait de l'aide ici. Nous avons fui les combats. Il n'y a pas de tranquillité là-bas. Si la paix revient, nous allons retourner dans nos villages"*. «Tchomia a connu un problème sérieux. Au mois de juin, il y a eu de sérieux combats entre le CERP de Thomas Lubanga et les FARDC. Ces combats ont provoqué les déplacements de la population dans tous les sens. Il y a ceux qui sont partis vers l'Ouganda, juste

en face d'ici, il y a ceux qui sont partis à Kasenyi, à 7 kilomètres, d'autres sont partis jusqu'à Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri.

Il y a eu même ceux qui ont fui les périphéries de Tchomia et sont venus ici au ventre de la chefferie. Et maintenant, lorsqu'il y a eu un peu d'accalmie, notamment avec le retour du chef Kawa et les autres, la population a commencé à rentrer au bercail, notamment de l'Ouganda, de Kasenyi, de Mahagi et de partout ailleurs. C'est à ce moment-là que nous avons consta-

té que les retournés et les déplacés ont le même degré de vulnérabilité. C'est pourquoi, après notre évaluation, on a décidé de prendre en compte et les retournés et les déplacés», a renchéri Trésor Kayumba. Et c'est dans ce contexte que l'UNICEF et ses partenaires dont le PPSSP, interviennent en mettant en oeuvre le projet rapide UniRR. Ils apportent concrètement une assistance d'urgence à ces retournés et déplacés de Tchomia. Ces distributions sont organisées dans l'ordre.

B.L.



AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LA FÉDÉRATION
DES DÉPÊCHES

LE GÉNÉRAL
DE BRAZZAVILLE

LES DÉPÊCHES
DU SAOÏR DU CONGO

ADIAC TV



TELECHARGEZ L'APPLICATION MOBILE **ADIAC CONGO**



Scannez le QR code
pour télécharger
l'application

LITTÉRATURE

Willy Gom présente et dédicace «Mains invisibles»

Publié aux éditions Le Lys Bleu à Paris, en France, le nouvel ouvrage de Willy Gom, «Mains invisibles», compte 137 pages. A la fois contemporain et post-contemporain, à forte portée socioéconomique et politique, il s'impose comme une plongée saisissante dans les rouages occultes du pouvoir. Sa présentation et sa dédicace ont eu lieu récemment à l'Institut français du Congo de Brazzaville.

Écrivain fécond et plurigénérique, romancier, essayiste, dramaturge, nouvelliste, Willy Gom est auteur de quinze œuvres littéraires déjà parues et d'un recueil de poèmes en attente de publication. Il inscrit «Mains invisibles» dans un contexte marqué par les dérives systémiques du continent. La fiction se déroule au IV^e millénaire de l'ère actuelle, dans une vision futuriste située aux premières années de l'an 3000. L'intrigue s'étend géographiquement à Yaoundé, Bangui et Libreville, des villes devenues les théâtres d'enquêtes fines et stratégiques.

Présentant cet ouvrage, Dr Winner Franck Palmers, écrivain et critique littéraire, a fait savoir qu'à la page 18, l'auteur évoque le mois d'août 3005, soit dans 980 ans, ancrant son récit dans une temporalité audacieuse et vertigineuse. David Gomez Dimixson, dans son roman policier «Trésors livrés des secrets d'Orient», publié à Casablanca aux éditions Alliance Koongo en 2023, évoque quant à lui l'année 3007. Situé en l'an 3005, «Mains invisibles» déploie un cadre spatio-temporel post-contemporain, profondément marqué par les crises et tensions sociales héritées de l'époque actuelle. Ce décor, à la fois réaliste et métaphorique, s'ancre dans une Afrique centrale futuriste du Cameroun à Bangui, en passant par Libreville et immerge dans des lieux symboliques du pouvoir : bureaux, institutions, rues. Il sert de toile à une méditation sur la justice,



Willy Gom dédicant son livre «Adiac

la dignité humaine et la mémoire collective, dit-elle.

Pour la présentatrice de cette œuvre, le roman de Willy Gom ne se contente pas de narrer une histoire : il explore, interroge, dérange. Il s'inscrit dans une réflexion lucide sur les mécanismes du pouvoir, les hold ups organisés, les enquêtes étouffées ou « enfoncées dans une sorte de bourbier », à la suite d'un scandale bancaire où trente-et-un millions d'euros sont extirpés des caisses de la banque de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) au Cameroun, par des personnes anonymes. Une réunion se tient. Le président de la commission de la Cémac manque de professionnalisme, les ministres des Finances des États

de la sous-région ne parviennent pas à percer l'énigme. Un an plus tard, les instances sous régionales sollicitent la cellule espionnage et contre-espionnage, qui mandate l'agent spécial Willianne Ndona pour mener l'enquête. « *Personnage principal surnommé "La lionne"*, Willianne Ndona apparaît également dans un autre roman de l'auteur, «Qui a tué Thomas Sankara ?» *Ce prénom, Willianne, résonne avec celui de l'auteur et de certains de ses enfants, conférant à la fiction une dimension intime et personnelle* », a confié la présentatrice de l'œuvre, Dr Winner Franck Palmers.

Un ouvrage qui entraîne les lecteurs dans les engrenages d'un système opaque

À travers une narration entrecroisée, Willy Gom entraîne les lecteurs dans les trajectoires de personnages pris dans les engrenages d'un système opaque, où les décisions politiques et économiques façonnent des vies sans visage. Dans une région du monde où les manipulations et les silences coupables règnent avec acuité, gravitent les « mains invisibles », anonymes mais décisives : les gouverneurs de la BCA; Karl Ngunz, président de la Commission de la Cémac, et Doublure Nzoko Siessie (P. 121). Face à eux, les victimes du système : trois présumés coupables, injustement incarcérés et réduits au rôle de boucs émissaires ; des agents de banque brutalement licenciés ; un peuple confronté à l'absurde. Même ceux qui dé-

tiennent des comptes dans cette banque ne sont pas épargnés : ils perdent, eux aussi, silencieusement, mais sûrement.

Dans ce roman, Willy Gom utilise une écriture fluide et descriptive, qui entretient le suspense tout en portant un engagement militant. Certains éléments sont métaphoriques. La tonalité est à la fois légère et grave. «Mains invisibles» est une immersion dans les coulisses du pouvoir et de la sphère bancaire. « «Mains invisibles» est donc un roman qui interroge notre rapport à l'action, à la responsabilité, à l'oubli. Pourtant l'œuvre de Willy Gom est profondément humaine. Ce texte, qui interpelle davantage qu'il ne séduit, témoigne de la persistance d'une voix engagée dans le polar africain », a indiqué Dr Winner Franck Palmers.

Lors de la présentation de cet ouvrage, une déclamation a été faite par Mme Kibangou, suivie de la critique du Pr Mukala Kadima Zuji, et d'une intervention du directeur général du Livre et de la Lecture, le Pr Bellarmin Étienne Iloki, représentant la ministre empêchée, sous la modération de Pierre Ntsemou. Notons que Willy Gom, de son vrai nom Willy Ngoma, né le 24 juin 1951 à Mindouli, dans le département du Pool, au Congo, est professeur de philosophie à la retraite. Il a été plusieurs fois conseiller dans les départements ministériels. Il est romancier, essayiste, nouvelliste, auteur de plusieurs publications.

Bruno Zéphirin Okokana

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

TV5
MO N D E

ON N'EN A JAMAIS FAIT LE TOUR



LIGUE EUROPA CONFÉRENCE

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

Ligue Europa Conférence, 2^e journée

Très belle opération de l’AEK Larnaka qui s’impose 1-0 à Crystal Palace, avec Jérémie Gnali titulaire au poste de latéral droit. Le deuxième succès des Chypriotes, deuxièmes du classement.

Lausanne rafle également la mise chez les Maltais du Hamrun Spartans (1-0). Morgan Poaty, à gauche, et Kévin Mouanga, dans l’axe, étaient tous deux titulaires. Le premier a réalisé une percée, mal conclue à la 34e minute.

Mais c’est finalement le défenseur central qui va se révéler décisif à la 38e minute: il perfore l’équipe adverse balle au pied, élimine quatre joueurs et ouvre à gauche pour Diakité, unique buteur du match.

Comme l’AEK, Lausanne compte 6 points.

Raddy Ovouka, titulaire sur la gauche de la défense, et Drita sont tenus en échec par l’Omonia Nicosie (1-1). Les Kosovars sont 22es avec deux points.

Strasbourg abandonne deux points face aux Polonais de Jagiellonia (1-1), sans Rabby Nzingoula, non convoqué.

Le match entre Rijeka et le Sparta Prague se jouera ce vendredi. La rencontre a été interrompue au bout de 14 minutes, jeudi soir, en raison de pluies diluviennes.

Merveil Ndockyt était titulaire.

Camille Delourme



Merveil Ndockyt lors de l’avant-match entre Rijeka et le Sparta, interrompu par les fortes pluies/DR

NÉCROLOGIE



Edmond Marcelin Mvouama, Ignace Bidzoua, Sylvie Bounkazi, Sandrine Bounkazi, Aymard Bounkazi, Steryan Bounkazi, Rhode Batsimba Bounkazi, les enfants, Rachild Badila, le lieutenant Pih Polault, Pih Teddi Lionnel, Pih Sephora et Pih EXaucée ont la profonde douleur d’annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur mère et soeur Martine Mikounga Bounkazi, survenu le 8 octobre à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à Mfilou au quartier Mbouala; derrière le lycée (Rfce : premier Carrefour).

Le programme des obsèques se présente comme suit :

Mercredi 29 octobre :

9h00 : levée de corps à la morgue municipale ;

11h00 : recueillement au domicile à Mfilou :

12h00 : départ pour la paroisse protestante de PK ;

14h00 : départ pour le cimetière privé de Wayako ;

16h00 : retour et fin de cérémonie.

Jean Bruno Ndokagna, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Obembo, Ndokagna, Ngassaki et l’association Bana Elingui ont le regret d’annoncer aux amis et connaissances le décès de leur mère, tante, grand-mère et amie Mme Pauline Obembo, survenu le dimanche 19 octobre à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 120, rue Makoua (au bord de Madoukou). Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



Les enfants et petits-enfants Athys Atipo, la famille Marie Ampha, Mrs Mongo Michel et Obame Ben ont le profond regret d’informer les amis et connaissances du décès de leur fille, soeur, tante et mère Sandrine Romarithe Ntsai Atipo (Hello), survenu le lundi 13 octobre 2025 à Rabat au Maroc.

La veillée mortuaire se tient au N° 7 de la rue Lessia à Nkombo (4^e ruelle après les 2 stations Total).

La suite du programme vous sera communiquée ultérieurement.

TRAQUE DES BÉBÉS NOIRS

« C'est moi qui ai ordonné l'implication de la DGSP », déclare le président de la République

Répondant aux questions des journalistes sur l'opération en cours contre les « bébés noirs », en marge de l'inauguration du complexe scolaire de la Liberté, le 24 octobre à Brazzaville, le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a souligné avoir instruit la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) d'intervenir afin de mettre ces bandits de grand chemin hors d'état de nuire.

« En dehors de sa mission de sécuriser le président de la République, la DGSP est une partie intégrante de la Force publique. Elle doit participer au maintien de l'ordre et à la sécurité du peuple quand cela est nécessaire », a expliqué le président Denis Sassou N'Guesso, s'appuyant sur le décret qui organise cette structure pour mieux éclairer l'opinion sur l'implication de la DGSP dans l'opération visant à réprimer les gangs de délinquants dits « bébés noirs » ou « kulunas » qui sèment la terreur à Brazzaville et dans d'autres localités du Congo.

« Nous n'allons pas laisser pareille situation se développer dans le pays. Nous allons faire en sorte que la population vive dans la paix sur tout le territoire national », a fait savoir le président de la République.

Le chef de l'Etat a rassuré, par ailleurs, sur la pérennité de



Le président de la République répondant aux questions des journalistes / DR

« Nous n'allons pas laisser pareille situation se développer dans le pays. Nous allons faire en sorte que la population vive dans la paix sur tout le territoire national »

cette opération. « Croyez-moi, ce n'est pas un feu de paille. Nous constatons que lors des interventions de la Force publique à Brazzaville, ces délinquants s'enfuient dans d'autres localités. Ils seront traqués », a-t-il répondu à la question de savoir si l'opération va durer dans le temps comme le souhaite la population qui la soutient.

Il convient de souligner que la montée du banditisme des « bébés noirs » est telle que dans leurs exactions, même les hommes en uniforme ne sont pas épargnés. En effet, plusieurs policiers, gendarmes et militaires sont déjà tombés sous les coups de leurs armes blanches. L'opération en cours vise la reprise en main des zones d'habitation contrôlées par les délinquants, la restauration de l'autorité de l'Etat, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Rominique Makaya

AUDIENCE À LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

L'opération de lutte contre les «bébés noirs» expliquée aux évêques

Le clergé catholique rassuré après sa rencontre avec le chef de l'Etat.

L'actualité nationale, marquée ces dernières semaines par la traque des gangs de « Bébés noirs » par les unités de la Direction générale de la Sécurité présidentielle, était au menu de la réception que le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a accordée en soirée à la Résidence du Plateau, jeudi 23 octobre, à une délégation du clergé catholique conduite par l'Archevêque de Brazzaville, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou.

Le chef de l'Etat et ses hôtes ont auparavant échangé sur les conclusions de la 54^e assemblée plénière annuelle du clergé au terme de laquelle de nouveaux évêques ont été présentés. Particulièrement préoccupés par le déroulement de l'opération lancée il y a plusieurs jours à



Le chef de l'Etat et la délégation des évêques / DR

Brazzaville contre les « bébés noirs » ou « kulunas », jeunes gens auteurs d'actes de violence d'une extrême gravité contre les paisibles populations, les hommes d'église ont voulu en connaître les tenants et aboutissants auprès du président de la République qu'assistaient pour

la circonstance le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, et son Conseiller politique, Rodrigue Malanda Samba.

Au sortir de l'audience, le chef de la délégation des évêques s'est exprimé en ces termes : « Le président de la Répu-

blique nous a expliqués en long et en large le sens de cette opération, indiquant que malgré la douleur, malgré les interprétations qu'il peut y avoir, l'objectif est de faire en sorte que du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest le Congo puisse vivre en paix. Il s'engage à

rassurer les populations sur la poursuite de cet objectif ». L'Archevêque de Brazzaville a souligné que cette question faisait partie des points essentiels de l'audience et que la délégation a obtenu les réponses appropriées.

Les Dépêches de Brazzaville